



Monsieur le Premier Ministre
64 rue de Varenne
75001 PARIS

Paris, le

Monsieur le Premier Ministre,

En France, les retraités sont aujourd'hui plus de 16 millions. Depuis plusieurs années ils voient leur pouvoir d'achat peu à peu rogné par des revalorisations annuelles de leurs pensions inférieures à la hausse des prix, la mise en place de la CASA, la disparition de la demi-part fiscale pour certains, l'augmentation de la CSG pour d'autres...

Sur le long terme cette politique ne peut que mener à un appauvrissement global de l'ensemble des retraités et donc à leur marginalisation. Comment la société française pourrait-elle demain être harmonieuse dans son développement alors que le quart de la population que sont les retraités serait marginalisé ?

Les retraités, dans leur très grande majorité, sont d'anciens salariés. Leur droit à pension est d'abord lié au travail fourni pendant une quarantaine d'années, aux richesses créées et aux cotisations versées. Lorsqu'ils étaient salariés en activité, l'évolution de leur salaire était liée aux négociations salariales annuelles. Dès qu'ils partent en retraite l'évolution de leur pension échappe à toute négociation ; les retraités et leurs organisations ne sont pas même consultés.

Les organisations signataires de cette lettre revendiquent donc la mise en place, au sein du gouvernement, d'un interlocuteur rattaché au ministère du travail et chargé des 16 millions de retraités. Ce qui permettrait la reconnaissance des retraités comme anciens travailleurs ainsi que la mise en place d'une instance de consultation-négociation sur l'évolution des pensions.

C'est pour vous entretenir de ces questions que nos organisations représentatives des retraités souhaiteraient vous rencontrer.

Dans l'attente, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma très haute considération.

Pour nos organisations syndicales et associations
Michel Salingue
Secrétaire général de la FGR-FP
michel.salingue@fgrfp.org

Olivier Jouchter (Secrétaire Général adjoint UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)
Didier Hote (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)
Jacqueline Valli (UNAR-CFTC, 128 avenue Jean Jaurès, 93697 Pantin cedex)
Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)
Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain-Rolland, 93260 Les Lilas)
Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles - 75 010 Paris)
Michel Salingue (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)
Francisco Garcia (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)
Michel Deniault (LSR, 263, rue de Paris, 93515 Montreuil)